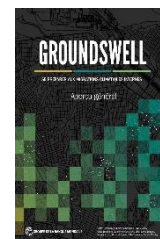


## SOMMAIRE

### 1. FOCUS DU MOIS

La migration est un phénomène global, complexe qui constitue désormais une question internationale majeure.



### 2. PUBLICATIONS DU MOIS

#### SOCIÉTÉ

▶ Petite enfance, grands défis 2017

#### SCIENCES & TECHNIQUES

▶ The malicious use of Artificial Intelligence: Forecasting, prevention, and mitigation

#### ECONOMIE

▶ Women and men in the informal economy

#### ENVIRONNEMENT

▶ Soil pollution: a hidden reality? FAO, 2018

#### POLITIQUE

▶ Trends in world military expenditure

### 3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur *l'ubuntu*.



### 4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales et aux concepts émergents, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



## ◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

### ► Groundswell : se préparer aux migrations climatiques internes/ Banque mondiale

**Tags :** Migration climatique |2050| Scénarios | Changement climatique Afrique subsaharienne | Amérique latine | Asie du Sud |

La migration est un phénomène global complexe qui constitue désormais une question internationale majeure.

Les déterminants du phénomène migratoire sont multiples et sont d'ordres politiques (instabilités internes aux Etats, conflits régionaux), économiques (écart de développement entre le Nord et le Sud), sociaux (recherche de meilleures conditions de vie) et environnementaux (impacts du changement climatiques).

Ce rapport de la Banque mondiale, consacré à la migration climatique, prévoit que, à cause des impacts du changement climatique, 143 millions de personnes pourraient être contraintes de migrer à l'intérieur des frontières de leurs Etats d'origine d'ici 2050 ; ceci particulièrement en Afrique subsaharienne (86 millions), en Asie du Sud (40 millions) et en Amérique latine (17 millions).

Pour une meilleure appréhension et planification des potentiels mouvements migratoires, présents et futurs, à l'intérieur des Etats, ce rapport s'appuie sur trois scénarios<sup>[1]</sup> :

- Un "scénario pessimiste : prévoit des émissions élevées de gaz à effet de serre combinées à des trajectoires de développement inégales.
- Un "scénario de développement plus inclusif" : table sur des émissions élevées mais combinées à des trajectoires de développement améliorées).
- Un "scénario climatique plus favorable" : présage des émissions mondiales réduites combinées à un développement intra-étatique inégal.<sup>[2]</sup> "

Dans ces trois scénarios, le changement climatique est le facteur principal des migrations internes des populations qui risqueraient de s'intensifier au cours des prochaines décennies.

### Nombre prévu de migrants climatiques en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine d'ici 2050 selon les trois scénarios



Source : Banque mondiale

[1] D'après le cinquième rapport d'évaluation du GIEC, dans le scénario aux émissions réduites les températures pourraient atteindre leur plus haut niveau entre 0,4°C et 1,6°C au-dessus des niveaux de référence d'ici 2050 puis se stabiliser.

Dans les scénarios aux émissions plus élevées, les températures pourraient augmenter entre 1,4°C et 2,6°C d'ici 2050, et entre 2,6°C et 4,8°C d'ici 2100.

[2] Groundswell : se préparer aux migrations climatiques internes

Le rapport souligne, également, que l'émigration climatique surviendrait dans les zones subissant de plein fouet les impacts du changement climatique. "Ces points chauds" se situent, généralement, dans les zones marginales, dans les littoraux vulnérables à l'élévation du niveau de la mer, dans les zones soumises au stress hydrique et agricole, ...

Selon la Banque mondiale, le déplacement planifié lié au climat, vers des zones offrant moins de risque et plus d'opportunités, pourrait être une stratégie envisageable, lorsque les stratégies d'adaptation mises en œuvre font défaut. Par ailleurs, cette migration requiert la mise en place d'un cadre propice appuyé sur des incitations directes, telles que les formations qualifiantes et les programmes de création d'emplois.

Afin de réduire d'ici 2050 le nombre de migrants climatiques de 80%, le rapport recommande une action concertée dans trois principaux domaines à savoir :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) afin d'inverser la tendance du réchauffement climatique, procédant à l'accélération des actions climatiques à l'échelle mondiale (Objectif de l'Accord de Paris) afin de maintenir la température mondiale en dessous de 2°C d'ici la fin du siècle. Si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites au cours des vingt dernières années, le scénario pessimiste pourrait devenir une réalité.
- l'intégration de la migration climatique dans la planification du développement et donc dans les politiques et les stratégies nationales pour assurer la résilience et les perspectives de développement des migrants.

- un investissement plus conséquent pour mieux appréhender la migration climatique, particulièrement de l'échelon régional à l'échelon local, où les effets du climat peuvent différer des tendances générales mises en évidence dans les analyses à l'échelle mondiale.

**Source :**

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/GroundswellOVfr.pdf>

## ◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

### ◆◆◆ SOCIÉTÉ

► **Petite enfance, grands défis 2017 : Les indicateurs clés de l'OCDE sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants / OCDE, 2018**

**Tags : Education | Jeunes enfants | Bien-être | Apprentissage | OCDE | Dépenses publiques | Investissement | Enseignement |**

Selon ce rapport, l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) peuvent participer à construire les fondements futurs du développement des compétences, du bien-être et de l'apprentissage. Ces bases pourraient contribuer à baisser les taux de pauvreté et améliorer la mobilité sociale des générations présentes et futures.

Le rapport souligne que ces dernières décennies, les Etats de l'OCDE accordent une importance particulière à l'investissement public dans les structures de l'EAJE. A titre d'illustration, en 2013, les dépenses destinées à ce secteur ont été estimées, en moyenne, à 0,8% du PIB.

De plus, de nombreux gouvernements ont procédé à la délégation de la responsabilité du financement public de l'EAJE aux autorités locales. Le rapport note qu'en moyenne, seuls 34% des fonds publics alloués à l'enseignement pré-primaire provenaient du gouvernement central, après transferts du financement aux niveaux régional et local dans les pays de l'OCDE.

Selon l'OCDE, "le niveau de qualification requis pour devenir enseignant dans l'enseignement pré-primaire a connu une augmentation". Toutefois, "les salaires demeurent inférieurs à ceux des autres travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur".

L'accès aux structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants est en hausse dans tous les pays de l'OCDE, dont plusieurs disposent, aujourd'hui, "d'un système d'EAJE en matière de programmes pédagogiques et d'autorité de tutelle". Cependant, des écarts persistent, d'un pays de l'OCDE à un autre, "sur la forme que prennent les programmes fournis aux enfants de moins de 3 ans".

Enfin, le rapport révèle que plusieurs défis sont à relever par les Etats de l'OCDE. Il s'agit entre autres :

- "d'élaborer des stratégies harmonieuses permettant l'allocation efficace des dépenses publiques au secteur de l'EAJE,
- d'améliorer les conditions de travail et la formation du personnel enseignant,
- d'impliquer les parents afin de garantir un apprentissage de haute qualité à la maison,
- de garantir à tous les enfants un accès équitable aux services de l'EAJE de qualité,

- de combler les lacunes de connaissances sur les résultats des enfants."

**Source** : [https://read.oecd-ilibrary.org/education/petite-enfance-grands-defis-2017\\_9789264300491-fr#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/education/petite-enfance-grands-defis-2017_9789264300491-fr#page1)

## ◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **The malicious use of Artificial Intelligence: Forecasting, prevention, and mitigation/ Future of Humanity Institute, University of Oxford ..., 2018**

**Tags : Intelligence Artificielle | Cyberattaques | Terroristes | Réseaux sociaux | Technologie de reconnaissance faciale | Dualité des usages |**

Ce rapport, rédigé par une équipe d'experts issus de plusieurs grandes universités internationales et groupes de réflexion, met l'accent sur les menaces potentielles que poserait la mise à profit malveillante de l'Intelligence Artificielle (IA) par des États, des criminels ou des terroristes. Le rapport se focalise sur trois domaines : sécurité numérique, physique et politique.

Parmi les principaux risques identifiés, le rapport prévoit l'émergence de nouvelles cyberattaques, telles que le piratage automatisé, la synthèse vocale utilisée à des fins d'usurpation d'identité, des courriels non sollicités ciblés qui utilisent des informations issues des réseaux sociaux ou qui exploitent les vulnérabilités des systèmes d'IA eux-mêmes.

Le rapport indique, également, que l'intelligence artificielle pourrait être utilisée à des fins terroristes. Ainsi, des terroristes pourraient modifier des systèmes d'IA disponibles dans le commerce comme des drones et de systèmes matériels et informatiques, la collision d'une flotte des véhicules autonomes ou même des robots ménagers en vue de provoquer un attentat en ayant comme cible des individus précis dans la foule à l'aide de la technologie de reconnaissance faciale.

Le rapport note que le risque le plus sérieux, même s'il est moins probable, est le risque de déstabilisation politique. Aux risques relatifs à la manipulation des élections via les réseaux sociaux ou grâce à des comptes automatisés, s'ajoute celui de la propagation de fausses informations grâce aux capacités de l'intelligence artificielle, notamment la possibilité de réaliser de fausses vidéos très réalistes, en recréant des voix ou des visages avec précision, ce qui rend les usurpations d'identité en ligne toujours plus vraisemblables.

Le rapport souligne, par ailleurs, que les cyberattaques, renforcées par l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle, seraient particulièrement hautement efficaces, très ciblées et difficiles à repérer et à attribuer.

En guise de conclusion, le rapport propose certaines recommandations pour se prémunir de

tels risques. Il plaide en faveur d'une meilleure coopération entre les pouvoirs publics et les chercheurs et une prise de conscience, chez les ingénieurs, de la "dualité des usages" de leurs travaux en matière d'intelligence artificielle.

Source :

[https://img1.wsimg.com/blobby/go/3d82d-aa4-97fe-4096-9c6b-376b92c619de/downloads/1c6q2kc4v\\_50335.pdf](https://img1.wsimg.com/blobby/go/3d82d-aa4-97fe-4096-9c6b-376b92c619de/downloads/1c6q2kc4v_50335.pdf)

## ◆◆◆ ECONOMIE

### ► Women and men in the informal economy/OIT, 2018

Tags : **Economie informelle | Emploi informel | OIT | Pays émergents |**

Ce rapport, publié par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), indique que plus de 60% de la population active travaille dans l'économie informelle<sup>1</sup>. Celle-ci se situe particulièrement dans les pays émergents et ceux en développement. Le travail dans l'économie informelle favorise la précarité sur le marché de l'emploi et pourrait également représenter un vrai frein à la productivité.

Au niveau mondial, le travail informel atteint des proportions très disparates. S'agissant des pays émergents et des pays en développement, les niveaux de travail informel y sont bien plus élevés que dans les pays développés. Les pays émergents et les pays en développement représentent, à eux seuls, 82% de l'emploi mondial, dont 93% de l'emploi informel.

<sup>1</sup> L'Organisation Internationale du Travail propose quelques définitions pour éclairer ces phénomènes :

- **"Économie informelle** : toute activité économique réalisée par des travailleurs ou des unités économiques qui n'est pas couverte ou est insuffisamment couverte - selon la loi ou en pratique - par des dispositions officielles."

- **"Emploi informel** : nombre total d'emplois informels, que ce soit dans des entreprises du secteur formel, des entreprises du secteur informel ou des ménages ; y compris les employés occupant un emploi informel (e) ; employeurs et travailleurs à leur compte employé dans leur propre entreprise du secteur informel."

Les cinq régions les plus concernées par l'emploi informel sont l'Afrique (85,8%), l'Asie et le Pacifique (68,2%) et les États arabes (68,6%). Sur le continent américain, ce taux atteint 40% et 25,1% en Europe et en Asie centrale.

En outre, le rapport souligne que les personnes vivant dans les zones rurales "sont presque deux fois plus susceptibles d'être employées dans l'économie informelle que celles des zones urbaines".

Selon l'OIT, le recours à l'emploi informel est plus élevé chez les plus jeunes et les plus âgés. Par ailleurs, l'organisation internationale souligne que l'emploi informel constitue davantage une source d'emplois pour les hommes (63%) que pour les femmes (58,1%). Sur l'ensemble des travailleurs occupant un emploi informel, 740 millions sont des femmes.

Pour se prémunir contre le travail informel, le niveau élevé d'éducation reste le seul moyen pour le recul de l'informalité. Les personnes qui sont diplômées du secondaire ou de l'enseignement supérieur sont moins susceptibles d'occuper un emploi informel que les travailleurs qui n'ont pas suivi de cursus scolaire ou qui ont seulement terminé leurs études de l'enseignement primaire. Par ailleurs, le rapport prévient que "L'éducation n'est pas non plus une garantie pour accéder à un emploi dans l'économie formel".

**Source :**

[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_626831.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf)

## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

### ► Soil pollution: a hidden reality? FAO, 2018

**Tags: Pollution des sols | Sécurité alimentaire | Santé humaine | Polluants émergents | Déchets |**

La pollution des sols est une réalité cachée. Elle représente une menace inquiétante pour la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la santé humaine.

Selon ce rapport, un tiers des sols à l'échelle mondiale sont déjà dégradés et le risque pourrait s'aggraver dans les prochaines décennies. L'industrialisation, les conflits et les guerres, les activités minières et l'intensification agricole ont contribué à la contamination des sols à travers le monde, tandis que la poussée urbaine a contribué à ce que le sol soit utilisé comme une sorte de déchet communale.

#### Quelques chiffres sur la pollution des sols

- En Australie, près de 80 000 sites auraient leur sol contaminé.
- En Chine, 16% de l'ensemble des sols et 19% des sols agricoles sont pollués.
- Environ 3 millions de sites potentiellement pollués dans la zone économique européenne et dans les Balkans occidentaux.
- Aux États-Unis, au moins 1300 sites apparaissent sur la liste des endroits pollués dans les priorités nationales.

**Source:** FAO, 2018

Le rapport rappelle que les sols servent de filtre et font office de tampons pour les contaminants. Or la capacité des sols à faire face à la pollution est limitée. Si la capacité du sol à atténuer les effets des polluants est dépassée, les contaminants polluent les autres composants de l'environnement, y compris la chaîne alimentaire, en induisant des dysfonctionnements dans le métabolisme des plantes et par conséquent réduisent la qualité et la quantité des rendements des récoltes et en rendent les cultures nocives pour la consommation et posent ainsi de graves risques pour la santé humaine.

Le rapport alerte, également, contre les "polluants émergents" qui représentent une source d'inquiétude et qui sont, aujourd'hui, utilisés dans plusieurs activités humaines. Il s'agit "des produits pharmaceutiques, des perturbateurs endocriniens, des hormones et des polluants biologiques, des déchets d'équipement électronique et des plastiques".

Enfin, le rapport plaide pour la promotion de pratiques agricoles durables et appelle les gouvernements à élaborer des politiques visant à prévenir et contrôler la pollution des sols.

**Source :**

<http://www.fao.org/3/I9183EN/i9183en.pdf>

## ◆◆◆ POLITIQUE

### ► Trends in world military expenditure, 2017/SIPRI, 2018

**Tags : Forces américaines | Conflits | Sécurité | Défense |**

**C**e rapport souligne que les dépenses militaires mondiales ont atteint en 2017, 1739 milliards de dollars, soit une hausse de 1,1% en termes réels par rapport à l'année d'avant.

Le rapport précise que cette augmentation est due, particulièrement, à la croissance substantielle des dépenses des régions d'Asie et Océanie et du Moyen-Orient, notamment la Chine, l'Inde et l'Arabie Saoudite.

### Classement des 15 pays ayant les dépenses militaires les plus élevées au monde, 2017

Rank			Spending, 2017 (\$ b.)	Change, 2008-17 (%)	World share, 2017 (%)	Spending as a share of GDP (%) <sup>b</sup>	
	2017	2016 <sup>d</sup>				2017	2008
1	1	USA	610	-14	35	3.1	4.2
2	2	China	[228]	110	[13]	[1.9]	[1.9]
3	4	Saudi Arabia	[69.4]	34	[4.0]	[10]	7.4
4	3	Russia	66.3	36	3.8	4.3	3.3
5	6	India	63.9	45	3.7	2.5	2.6
6	5	France	57.8	5.1	3.3	2.3	2.3
7	7	UK	47.2	-15	2.7	1.8	2.3
8	8	Japan	45.4	4.4	2.6	0.9	0.9
9	9	Germany	44.3	8.8	2.5	1.2	1.3
10	10	South Korea	39.2	29	2.3	2.6	2.6
11	13	Brazil	29.3	21	1.7	1.4	1.4
12	11	Italy	29.2	-17	1.7	1.5	1.7
13	12	Australia	27.5	33	1.6	2.0	1.8
14	14	Canada	20.6	13	1.2	1.3	1.2
15	15	Turkey	18.2	46	1.0	2.2	2.2
<b>Total top 15</b>			<b>1396</b>	<b>..</b>	<b>80</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
<b>World total</b>			<b>1739</b>	<b>9.8</b>	<b>100</b>	<b>2.2</b>	<b>2.4</b>

**Source :** SIPRI, 2018

Le rapport précise que les Etats-Unis poursuivent une tendance à la hausse de leurs dépenses militaires les plus élevées au monde, estimées à 610 milliards de dollars entre 2016 et 2017. De plus, elles devraient augmenter considérablement en 2018 afin de renforcer le nombre croissant du personnel militaire et soutenir la modernisation des armes classiques et nucléaires.

La Chine, deuxième pays le plus grand dépensier au monde en matière de défense, a intensifié ses dépenses militaires de 5,6% (228 milliards de dollars) en 2017. "La part des dépenses chinoises dans les dépenses militaires mondiales est passée de 5,8% en 2008 à 13% en 2017."

Les dépenses sont marquées par une baisse significative en Russie (66,3 milliards de dollars), soit un taux inférieur à 20% par rapport à 2016 mais connaissent une augmentation en Europe centrale et occidentale, respectivement de 12 % et 1,7 %. L'Arabie saoudite, quant à elle, a affiché un taux de 9,2% en 2017 après une baisse en 2016. Les conflits armés et les rivalités au Moyen-Orient expliquent cette hausse des dépenses militaires dans la région.

L'analyse des dépenses militaires de certaines régions recèle quelques enseignements :

- En Afrique, les dépenses militaires ont connu une baisse de 0,5 % en 2017, soit 2,5% des dépenses mondiales. Toutefois, l'Afrique subsaharienne enregistre une hausse de 0,9% par rapport à 2016, et de 6,8% par rapport à 2008. Au Soudan, l'accentuation des conflits entre le gouvernement et les rebelles a entraîné une tendance haussière des dépenses militaires, en partie neutralisée par la diminution des dépenses de trois des quatre plus grands dépensiers en Afrique subsaharienne : Angola, Nigéria et Afrique du Sud. La principale raison en était la baisse continue des dépenses militaires de l'Angola (16%) due aux réductions des dépenses gouvernementales alors que l'Angola était le plus grand dépensier d'Afrique subsaharienne en 2014.
- Un accroissement sans cesse des dépenses est enregistré en Asie et en Océanie, soit 3,6% de plus qu'en 2016 et 59% de plus qu'en 2008. Les tensions qui datent entre la Chine et plusieurs de ses voisins demeurent le principal moteur de la hausse des dépenses militaires dans la région.
- Dans la région du Moyen-Orient, les dépenses militaires ont enregistré une augmentation de 6,2% en 2017 et ce malgré la baisse des prix du pétrole. Ceci est dû, particulièrement, aux conflits armés et aux rivalités qui sévissent dans la région.
- Les dépenses militaires en Amérique du Sud ont enregistré une augmentation de 4,1% en 2017, principalement en raison des hausses notables des deux plus grands dépensiers de la région : l'Argentine (15%) et le Brésil (6,3%). De plus, en raison de la lutte croissante contre les cartels de la drogue au Mexique, le taux des dépenses a continué d'augmenter en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

**Source :**

[https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-05/milex\\_press\\_release\\_fre\\_1.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-05/milex_press_release_fre_1.pdf)



## ◆◆◆◆◆ CONCEPT EMERGENT

### L'*ubuntu*

Ce concept *bantou* peut se résumer par "**Je suis un être humain par et pour les autres**", mettant, ainsi, l'accent sur ce qui constitue l'humanité, cette qualité commune dont chacun devrait avoir conscience.

En ce sens, l'*ubuntu* est commun à toutes les religions qui prônent l'amour de son prochain. Il rapproche toutes les cultures, de l'Asie à l'Occident via l'Orient, autour de cette aspiration fondamentale qu'est la reconnaissance de l'humanité, comme

instrument de partage et de bienveillance.

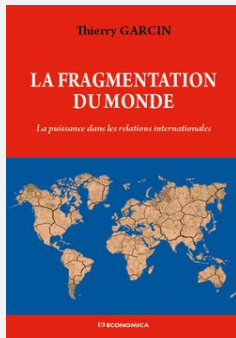
Sa modernité est illustrée par le système d'exploitation logiciel éponyme, libre et gratuit, soutenu par sa communauté de développeurs et d'utilisateurs. Il résonne avec la vision du monde de l'*Alien Generation*, dont la planète est l'échelle et, plus largement, avec tous ceux conscients de la détérioration du berceau de l'humanité.

## ◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

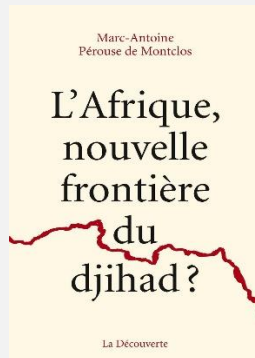
Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions globales ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Ibrahim Assane Mayaki (2018), L'Afrique à l'heure des choix. Manifeste pour des solutions panafricaines</p> 	<p>Georges Labrecque (2018), Géopolitique. Comprendre les enjeux territoriaux interétatiques</p> 	<p>Stéphane Taillat, Amael Cattaruzza, Didier Danet (2018), La Cyberdéfense. Politique de l'espace numérique</p> 
<p>Claude Meyer (2018), L'Occident face à la renaissance de la Chine. Défis économiques, géopolitiques et culturels</p> 	<p>Catherine Wihtol de Wenden (2018), Atlas des migrations. Un équilibre mondial à inventer</p> 	<p>Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès (2018), Le Monde vu d'Asie. Une histoire cartographique</p> 

Thierry Garcin (2018), La fragmentation du monde



La Marc-Antoine Pérouse De Montclos (2018), L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?



Andrew B. Kennedy (2018), The conflicted superpower. America's collaboration with China and India in global innovation



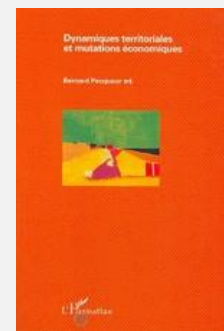
Philippe Sénac (2018), Le monde musulman. Des origines au XIe siècle



Joachim Tedié (2018), La diplomatie économique de la Corée du Sud. Quelles leçons pour l'Afrique ?



Bernard Pecqueur et Fabien Nadou (2018), Dynamiques territoriales et mutations économiques



# INDEX DES TAGS

---

## 2

2050..... 2

---

## A

Afrique subsaharienne..... 2

Amérique latine..... 2

Apprentissage..... 3

Asie du Sud..... 2

---

## B

Bien-être..... 3

---

## C

Changement climatique..... 2, 7

Conflits..... 7

Cyberattaques..... 4

---

## D

Déchets..... 6

Défense..... 7

Dépenses publiques..... 3

Dualité des usages..... 4

---

## E

Economie informelle..... 5

Emploi informel..... 5

Education..... 3

Enseignement..... 3

---

## F

Forces américaines..... 7

---

## I

Intelligence Artificielle..... 4

---

Investissement..... 3

---

## J

Jeunes enfants..... 3

---

## M

Migration climatique..... 2

---

## O

OCDE..... 3

OIT..... 5

---

## P

Pays émergents..... 5

Polluants émergents..... 6

Pollution des sols..... 6

---

## R

Réseaux sociaux..... 4

---

## S

Santé humaine..... 6

Scénarios..... 2

Sécurité..... 7

Sécurité alimentaire..... 6

---

## T

Technologie de reconnaissance faciale..... 4

Terroristes..... 4

---

## U

ubuntu..... 9